

SHORT NEWS

Hochöfen: Keinen Konsens

Chaotisch fing die Begehung der Hochofenterrasse an, die vom Kultur- sowie dem Bautenministerium einberufen worden war, um Kommunikationsbereitschaft in puncto Erhalt des Industriedenkmals zu symbolisieren: Statt des angesetzten „point presse“ fand eine eher flüchtige Stippvisite auf dem Site statt. So verwunderte es auch nicht, dass unter diesen Bedingungen kaum ein Dialog zwischen den verschiedenen Akteuren, dem mouvement écologique, Sites et monuments, der Amicale des hauts-fourneaux und den Verantwortlichen der Regierung sowie dem Fonds Belval stattfand. Einen Konsens sehen die Denkmalschützer, der Mouvement und die Amicale in vielen Fragen nach wie vor nicht gegeben. So sei die Baudichte auf dem Areal der Hochofenanlage viel zu hoch. Bei den Umbauten kämen nach wie vor keine klaren Denkmalschutzkriterien zur Anwendung. Roby Gales, Präsident der Amicale, forderte die Regierung auf, die fehlenden Winddusenstöcke im Hochofen A durch Düsen aus dem Hochofen B zu ersetzen. Auch die Wasserkühlleitungen auf Hochofen A müssten unbedingt integral erhalten werden, da nur das zusammenhängende Leitungssystem die Komplexität einer modernen Hochofenkühlung veranschaulichen könne.

Neuf mois plus tard ...

Et le CNA est toujours à sa place. C'est ce qu'a pu constater la secrétaire d'Etat à la culture, Octavie Modert, en faisant le bilan des premiers neuf mois du « nouveau » CNA. Bilan bien sûr positif, les investissements énormes dans ce bâtiment valaient la peine, à ce qu'il paraît. Ont été présentés aussi une nouvelle brochure d'information et le programme d'activités bien rempli du CNA. Y auront lieu entre autres, des journées pour enfants, des conférences et des cycles thématiques. En même temps, la secrétaire d'Etat a inauguré le studio son et la nouvelle exposition photographique « What You See Is What You Get ». Un titre prémonitoire ?

woxx@home

Bienveillance sans complaisance

Comment rendre compte quand un collègue de rédaction intervient au nom d'un parti politique ? Cela fait quelque temps que le woxx a été épargné par ce type de questionnement déontologique. En 2004, après le retrait successif de la Chambre des deux député-e-s vert-e-s membres de la rédaction, Robert Garcia et Renée Wagener, notre journal perdait ses derniers liens formels avec le parti vert. Or, depuis, David Wagner a rejoint l'équipe des journalistes et compte s'engager en première ligne pendant la campagne électorale de Déi Lénk (voir article page 3). Il est entendu que cela nous impose certaines précautions en traitant de la campagne électorale, aussi bien concernant le choix des auteur-e-s que la manière de traiter les sujets partisans. Nous sommes cependant convaincus de pouvoir traiter ces élections de manière engagée mais non partisane. Certes, Déi Lénk bénéficie d'une certaine bienveillance - la même que nous réservons aux autres partis et ONG progressistes. Mais bienveillance n'est pas complaisance - car l'analyse journalistique doit rester libre par rapport aux argumentations au service d'un engagement partisan. C'est en étant critique à l'égard de Déi Lénk, comme depuis longtemps à l'égard des Verts, que le woxx peut apporter un plus à la réflexion menée au sein de la gauche et des mouvements progressistes.

AKTUELL

INDEX

Réchauffement syndical

David Wagner

Deux ans après la modulation de l'indexation des salaires, la pilule ne passe toujours pas auprès des syndicats.

« C'est en toute transparence et non pas à huis clos que notre syndicat veut discuter de l'indexation des salaires ». C'est en ces termes que Nico Wennmacher, président du Landesverband, a ouvert mercredi soir une « réunion de protestation » de son syndicat au Casino syndical de Bonnevoie. Une cinquantaine de membres s'étaient réunis pour exprimer leur mécontentement face à la modulation de l'indexation des salaires sur l'inflation instaurée par la dernière tripartite.

On s'en souvient encore : avec l'accord des syndicats OGBL et LCGB, le gouvernement, ensemble avec le patronat, avaient décidé de neutraliser une tranche de l'index et de reporter les suivantes. Au prochain gouvernement issu des élections législatives de juin 2009 de décider de la marche à suivre au-delà de ces mesures.

La « modulation » prévoit ainsi la possibilité de suspendre une tranche en cas de mauvaise conjoncture économique. Et le premier ministre Jean-Claude Juncker souhaite utiliser cette clause si l'inflation devait dépasser les deux pour cent. Wennmacher marque son désaccord et estime qu'une tranche se justifierait d'autant plus en période d'inflation accrue.

De toute manière, le débat sur l'indexation commence à échauffer les esprits. D'autant plus que le débat refait surface juste avant les élections sociales de cet automne et les législatives de l'année prochaine. Le tout dans un contexte de crise financière mondiale et d'inflation des prix des biens de consommation.

Si Wennmacher se félicite que l'OGBL et le syndicat de la fonction publique, la CGFP, aient rejoint la position du Landesverband, et demandent le rétablissement intégral du système d'indexation, il appelle les syndicats chrétiens à faire de même. C'est que l'exaspération au sein du syndicat des cheminots est palpable. Et le discours se radicalise : la politique sociale sélective est comparée à celle de l'office social, les banques luxembourgeoises qui continuent à réaliser d'énormes bénéfices de « pro-

fitteurs » et qu'il faut « aller chercher l'argent là où il est, au lieu d'investir dans un avion militaire ».

Pour Wennmacher, qui a rappelé le rôle de pionnier de son syndicat dans l'histoire de l'indexation (ses origines remontent à 1921), il n'est pas question de « casser le thermomètre sous prétexte que la fièvre ne baisse pas ». D'autant plus que l'augmentation récente de l'inflation depuis la modulation de l'échelle mobile des salaires aurait prouvé l'erreur qui voudrait que l'index et inflation soient forcément liés.

Mais un autre souci taraude le président du Landesverband : à l'image de l'OGBL, qui l'avait déjà évoqué lors d'une réunion publique à Sandweiler au mois de juin, c'est le « modèle luxembourgeois », voire la « stabilité sociale et politique » que la modulation de l'index mettrait en jeu. Forcément, avec des tranches supprimées ou en retard, ce qui équivaut à une perte du pouvoir d'achat des salariés, les négociations tarifaires s'en verraient d'autant plus tendues.

Tendues, c'est aussi le mot pour décrire les relations avec le LSAP. D'ailleurs, au sein même du parti, le malaise croît, comme l'illustre l'article rédigé conjointement par trois mandataires socialistes. Ce qui a poussé un militant syndical, lors de la prise de parole des membres, de proposer le lancement d'une pétition adressée à des « personnalités et mandataires », d'autant plus que, selon ce dernier, « l'ambiance au sein du LSAP est en train de basculer ».

Le problème, c'est que le Landesverband semble hésiter quant à la stratégie à adopter. A la proposition de pétition, s'est aussi ajoutée celle de piquets devant la Chambre des députés, d'une prise de contact avec des partis et des syndicats ou d'une conférence commune avec l'OGBL et la CGFP, « pour montrer à quel point nous prenons la chose au sérieux », explique un militant. Wennmacher quant à lui propose d'entreprendre des « actions de sensibilisation devant la direction des CFL ou du TICE ». Mais c'est certainement la proposition de Wennmacher de soutenir les partis qui partagent le point de vue du Landesverband, qui pourrait, d'ici juin 2009, faire bouger le plus les choses.